

**RETURN BIDS TO:**  
**RETOURNER LES SOUMISSIONS À:**  
**Bid Receiving - PWGSC / Réception des**  
**soumissions - TPSGC**  
**11 Laurier St./11 rue Laurier**  
**Place du Portage, Phase III**  
**Core 0A1 / Noyau 0A1**  
**Gatineau, Québec K1A 0S5**

## INVITATION TO TENDER APPEL D'OFFRES

**Tender To: Public Works and Government Services  
Canada**

We hereby offer to sell to Her Majesty the Queen in right of Canada, in accordance with the terms and conditions set out herein, referred to herein or attached hereto, the goods, services, and construction listed herein and on any attached sheets at the price(s) set out therefor.

### **Soumission aux: Travaux Publics et Services Gouvernementaux Canada**

Nous offrons par la présente de vendre à Sa Majesté la Reine du chef du Canada, aux conditions énoncées ou incluses par référence dans la présente et aux annexes ci-jointes, les biens, services et construction énumérés ici et sur toute feuille ci-annexée, au(x) prix indiqué(s).

### **Comments - Commentaires**

**CE DOCUMENT CONTIENT UNE EXIGENCE EN  
MATIÈRE DE SÉCURITÉ**

<b>Title - Sujet</b> Modernisation d'ascenseurs	
<b>Solicitation No. - N° de l'invitation</b> EP076-121984/A	<b>Date</b> 2012-02-28
<b>Client Reference No. - N° de référence du client</b> 20121984	<b>GETS Ref. No. - N° de réf. de SEAG</b> PW-\$\$FG-340-59521
<b>File No. - N° de dossier</b> fg340.EP076-121984	<b>CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME</b>
<b>Solicitation Closes - L'invitation prend fin</b> <b>at - à 02:00 PM</b> <b>on - le 2012-03-21</b>	
<b>Time Zone</b> <b>Fuseau horaire</b> Eastern Daylight Saving Time EDT	
<b>F.O.B. - F.A.B.</b> <b>Plant-Usine:</b> <input type="checkbox"/> <b>Destination:</b> <input checked="" type="checkbox"/> <b>Other-Autre:</b> <input type="checkbox"/>	
<b>Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à:</b> Brouillet, Richard	<b>Buyer Id - Id de l'acheteur</b> fg340
<b>Telephone No. - N° de téléphone</b> (819) 956-0457 ( )	<b>FAX No. - N° de FAX</b> (819) 956-8335
<b>Destination - of Goods, Services, and Construction:</b> <b>Destination - des biens, services et construction:</b> Immeuble de la protection de la Santé 200 Promenade du Pré Tunney Ottawa, ON	

**Instructions: See Herein**

**Instructions: Voir aux présentes**

**Vendor/Firm Name and Address**  
**Raison sociale et adresse du**  
**fournisseur/de l'entrepreneur**

<b>Delivery Required - Livraison exigée</b> See Herein	<b>Delivery Offered - Livraison proposée</b>
<b>Vendor/Firm Name and Address</b> <b>Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur</b>	
<b>Telephone No. - N° de téléphone</b> <b>Facsimile No. - N° de télécopieur</b>	
<b>Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm</b> <b>(type or print)</b> <b>Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/</b> <b>de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)</b>	
<b>Signature</b>	<b>Date</b>

### **Issuing Office - Bureau de distribution**

Construction Services Division/Division des services  
de construction  
11 Laurier St./11 Rue Laurier  
3C2, Place du Portage  
Phase III  
Gatineau, Québec K1A 0S5

---

**CE DOCUMENT CONTIENT UNE EXIGENCE EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ****AVIS IMPORTANT AUX SOUMISSIONNAIRES**

**LES CLAUSES CITÉES EN RÉFÉRENCE PAR UN NUMÉRO(C.-À-D. R5110D, 2035, R2890D, ETC.) SONT DISPONIBLES SUR LE SITE WEB SUIVANT:**

<http://ccua-sacc.tpsgc-pwgsc.gc.ca/pub/rese-fra.jsp> (pour procéder à une recherche, sélectionner "Rechercher dans les CCUA" et inscrire le numéro de référence de la clause dans la case ID )

**GARANTIE CONTRACTUELLE - EXIGENCE MODIFIÉE pour PARTIE A - CONSTRUCTION**

Le montant requis pour un dépôt de garantie ou une lettre de crédit est établi à 20% du montant du contrat, sans plafond. Voir CG9.2 de la R2890D - Garantie contractuelle. Veuillez noter que les dépôts de garantie et les lettres de crédit ne sont plus acceptées en combinaison avec les cautionnements pour le paiement de la main-d'oeuvre et des matériaux.

**LIMITATION DE LA RESPONSABILITÉ pour PARTIE A - CONSTRUCTION**

TPSGC limite la responsabilité de première partie de l'entrepreneur pour les travaux effectués dans les édifices bas, les édifices en hauteur ou les édifices patrimoniaux. Voir les modifications à la CG1.6 de la R2810D « Indemnisation par l'entrepreneur » aux conditions supplémentaires.

---

## Table des matières

### 1- INSTRUCTIONS PARTICULIÈRES AUX SOUMISSIONNAIRES

- IP01 Exigence
- IP02 Liste d'entrepreneurs préqualifiés
- IP03 Documents de soumission
- IP04 Demandes de renseignements pendant l'appel d'offres
- IP05 Visite des lieux
- IP06 Révision des soumissions
- IP07 Méthode de sélection
- IP08 Fonds insuffisants
- IP09 Période de validité des soumissions
- IP10 Documents de construction et d'entretien
- IP11 Cote de sécurité
- IP12 Sites Web

### INSTRUCTIONS GÉNÉRALES AUX SOUMISSIONNAIRES (IG) - R5110T (2011-05-16)

R5110T est intégré par renvoi, est disponible sur le site Web suivant:

<http://ccua-sacc.tpsgc-pwgsc.gc.ca/pub/rese-fra.jsp> et comprends les items suivants:

- IG01 Code de conduite pour l'approvisionnement
- IG02 Préparation de la soumission
- IG03 Identité ou capacité civile du soumissionnaire
- IG04 Taxe sur les produits et services/Taxe de vente harmonisée
- IG05 Taxe de vente du Québec
- IG06 Liste des sous-traitants et fournisseurs
- IG07 Exigences relatives à la garantie de soumission
- IG08 Présentation de la soumission
- IG09 Ouverture des soumissions
- IG10 Révision des soumissions
- IG11 Acceptation de la soumission
- IG12 Coûts relatifs aux soumissions
- IG13 Numéro d'entreprise - approvisionnement
- IG14 Respect des lois applicables
- IG15 Approbation des matériaux de remplacement
- IG16 Évaluation du rendement
- IG17 Conflits d'intérêts / Avantage indu

### 2- CONDITIONS - PARTIE A - CONSTRUCTION

- DCA01 Documents du contrat

#### Conditions supplémentaires (CSA)

- CSA01 Exigences en matière de sécurité pour les entrepreneurs canadiens
- CSA02 Limitation de la responsabilité

---

**3- CONDITIONS - PARTIE B - ENTRETIEN**

DCB01 Documents du contrat

**Conditions supplémentaires (CSB)**

- CSB01 Exigences
- CSB02 Exigences en matière de sécurité pour les entrepreneurs canadiens
- CSB03 Responsables
- CSB04 Ordre de priorité des documents
- CSB05 Lois applicables
- CSB06 Assurance de responsabilité civile commerciale
- CSB07 Responsabilité de l'entrepreneur
- CSB08 Détermination du coût
- CSB09 Modalités de paiement
- CSB10 Instructions relatives à la facturation - Services d'entretien
- CSB11 Réunion avant le début des travaux
- CSB12 Coopération avec les autres entrepreneurs
- CSB13 Publicité

**4- FORMULAIRE DE SOUMISSION ET D'ACCEPTATION**

- SA01 Identification
- SA02 Nom commercial et adresse du soumissionnaire
- SA03 Offre
  - PARTIE A - Construction
  - PARTIE B - Entretien
- SA04 Période de validité des soumissions
- SA05 Acceptation et contrat
- SA06 Durée des travaux
- SA07 Garantie de soumission
- SA08 Signature

**5- ATTESTATIONS**

Programme de contrats fédéraux - plus de 25 000\$ et moins de 200 000\$

**Annexe A - Devis pour entretien des appareils élévateurs - Partie B****Annexe B - Liste de vérification des exigences relatives à la sécurité (LVERS)**

## 1- INSTRUCTIONS PARTICULIÈRES AUX SOUMISSIONNAIRES

### IP01 EXIGENCE

Cette invitation combine un appel d'offres pour le projet de construction de modernisation d'ascenseurs (Partie A) et un appel d'offres pour les services ultérieurs d'entretien d'ascenseurs à long terme (Partie B). Chaque partie donnera lieu à un contrat distinct mais les deux contrats seront octroyés au même entrepreneur. Pendant les travaux de modernisation (Partie A), l'entrepreneur devra également fournir les services d'entretien des ascenseurs qui font l'objet de modernisation.

### IP02 LISTE D'ENTREPRENEURS PRÉQUALIFIÉS

Seules les soumissions des soumissionnaires dont les noms apparaissent sur l'ensemble des **listes d'entrepreneurs préqualifiés en entretien d'ascenseur** pertinentes pour la province de l'Ontario et pour l'ensemble des types d'équipement **électrique** seront considérés pour cette invitation.

### IP03 DOCUMENTS DE SOUMISSION

1) Les documents suivants constituent les documents de soumission:

- (a) Appel d'offres - Page 1;
- (b) Instructions particulières aux soumissionnaires;
- (c) Instructions générales aux soumissionnaires R5110T (2011-05-16) modifié en conformité avec l'alinéa 3) de l'IP03;;
- (d) Dessins et devis - Partie A;
- (e) Devis technique pour entretien des appareils élévateurs - Partie B;
- (f) les clauses et conditions identifiées dans les articles "Documents du contrat" - DCA01 et DCB01;
- (g) Formulaire de soumission et d'acceptation; et
- (h) Toute modification émise avant la clôture de la soumission.

La présentation d'une soumission constitue une affirmation que le soumissionnaire a lu ces documents et accepte les modalités qui y sont énoncées.

- 2) Instructions générales aux soumissionnaires est intégré par renvoi et reproduit dans le Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat (CCUA) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC). Le Guide des CCUA est disponible sur le site Web de TPSGC: <http://ccua-sacc.tpsgc-pwgsc.gc.ca/pub/rese-fra.jsp>.
- 3) R5110T, article IG13 "Numéro d'entreprise - approvisionnement" est remplacé par l'article suivant: Les fournisseurs canadiens doivent détenir un numéro d'entreprise - approvisionnement (NEA) avant l'attribution d'un contrat. Les fournisseurs peuvent demander un NEA en direct à [Données d'inscription des fournisseurs](https://srisupplier.contractscanada.gc.ca/) (<https://srisupplier.contractscanada.gc.ca/>). Il est également possible de communiquer avec la LigneInfo au 1 800-811-1148 pour obtenir le numéro de téléphone de l'agent d'inscription des fournisseurs le plus près.

---

**IP04 DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PENDANT L'APPEL D'OFFRES**

- 1) Toute demande de renseignements sur l'appel d'offres doit être présentée par écrit à l'agent d'approvisionnement dont le nom figure à l'appel d'offres - Page 1, et ce le plus tôt possible pendant la durée de l'invitation. À l'exception de l'approbation de matériaux de remplacement, comme cela est décrit à l'IG15 de la R5110T "Instructions générales aux soumissionnaires", toutes les autres demandes de renseignements devraient être reçues au moins cinq (5) jours civils avant la date de clôture de l'invitation afin de laisser suffisamment de temps pour y répondre. Pour ce qui est des demandes de renseignements reçues après cette date, il est possible qu'on ne puisse y répondre.
- 2) Pour assurer la cohérence et la qualité de l'information fournie aux soumissionnaires, l'agent d'approvisionnement examinera le contenu de la demande de renseignements et décidera s'il convient ou non de publier une modification.
- 3) Toutes les demandes de renseignements et autres communications envoyées avant la clôture de l'appels d'offres doivent être adressées UNIQUEMENT à l'agent d'approvisionnement dont le nom figure à l'appel d'offres - Page 1. À défaut de respecter cette condition, le soumissionnaire peut (pour cette seule raison) voir sa soumission rejetée.

**IP05 VISITE DES LIEUX**

Il y aura une visite des lieux le 8 mars, 2012 à 10:30h. Les soumissionnaires intéressés devront se présenter à l'entrée principale, Immeuble de la protection de la Santé, 200 Promenade du Pré Tunney, Ottawa, ON.

**IP06 RÉVISION DES SOUMISSIONS**

Une soumission peut être révisée par lettre ou par télécopie conformément à l'IG10 de R5110T - "Instructions générales aux soumissionnaires". Le numéro du télécopieur pour la réception de révisions est le (819) 956-1459.

## IP07 MÉTHODE DE SÉLECTION

- 1) Le soumissionnaire qui a fourni la soumission conforme ayant le plus bas **prix évalué total** sera recommandé pour l'octroi des deux contrats qui découleront de cette sollicitation.
- 2) Le **prix évalué total** sera calculé en utilisant les montants soumis pour les parties « A » et « B » de la SA03 du Formulaire de soumission et d'acceptation.

- a) Pour les besoins du calcul du **prix évalué total**, le 'montant mensuel total' (MMT) offert pour les services d'entretien à long terme (partie « B ») sera converti en **valeur actualisée nette (VAN)** comme suit:

$$\text{VAN} = \text{MMT} \times \text{mVAN}$$

**MMT** étant le 'montant mensuel total' inscrit à la Partie « B » de la clause SA03 du Formulaire de soumission et Acceptation,  
**mVAN** étant le multiplicateur de valeur actualisée nette

Le multiplicateur de valeur actualisée nette (mVAN) est obtenu en utilisant le rendement au 1 janvier, 2012 (**2.64% par année**) de l'obligation de référence à long terme de la Banque du Canada, une échéance de 300 mois (la durée maximale du contrat d'entretien) et un intérêt composé mensuellement.

Ce calcul donne un **mVAN** de 292.28\$.

- b) La formule utilisée pour calculer le **prix évalué total (PÉT)** est comme suit:

**PÉT = le 'montant total' (MT) de SA03 - Partie A du Formulaire de soumission et d'acceptation PLUS la valeur actualisée nette (VAN).**

Exemple de calcul :

*L'entrepreneur XYZ présente des soumissions aux prix suivants :*

*Le MT - montant total (partie « A ») = 300 000\$*

*Le MMT - montant mensuel total (partie « B ») = 3 000\$ /mois*

*Le mVAN - multiplicateur de valeur actualisée nette = 292.28\$*

*La VAN - valeur actualisée nette = 3 000\$ (MMT) x 292.28\$ (mVAN) = 876,840\$*

*Donc, le **prix évalué total** qui sera utilisé pour l'évaluation des soumissions de l'entreprise XYZ est: MT (300 000\$) + VAN ( 876,840\$) = 1,176,840.00\$*

---

**IP08 FONDS INSUFFISANTS**

- 1) Si la soumission conforme la plus basse dépasse le montant des fonds alloués par le Canada pour les travaux, le Canada pourra
  - a) annuler l'appel d'offres; ou
  - b) obtenir des fonds supplémentaires et attribuer le contrat au soumissionnaire ayant présenté la soumission conforme la plus basse; et/ou
  - c) négocier une réduction maximale de 15% du prix offert et/ou de la portée des travaux avec le soumissionnaire ayant présenté la soumission conforme la plus basse. Si le Canada n'arrive pas à une entente satisfaisante, il exercera l'option a) ou b).

**IP09 PÉRIODE DE VALIDITÉ DES SOUMISSIONS**

- 1) Le Canada se réserve le droit de demander une prorogation de la période de validité des soumissions tel que précisé à la SA04 du Formulaire de soumission et d'acceptation. Dès réception d'un avis écrit du Canada, les soumissionnaires auront le choix d'accepter ou de refuser la prorogation proposée.
- 2) Si la prorogation mentionnée à l'alinéa 1) de l'IP09 est acceptée par écrit par tous les soumissionnaires qui ont présenté une soumission, le Canada poursuivra alors sans tarder l'évaluation des soumissions et les processus d'approbation.
- 3) Si la prorogation mentionnée à l'alinéa 1) de l'IP09 n'est pas acceptée par écrit par tous les soumissionnaires qui ont présenté une soumission, le Canada pourra alors, à sa seule discrétion,
  - a) poursuivre l'évaluation des soumissions de ceux qui auront accepté la prorogation proposée et obtenir les approbations nécessaires; ou
  - b) annuler l'appel d'offres.
- 4) Les conditions exprimées dans les présentes ne limitent d'aucune façon les droits du Canada définis dans la loi ou en vertu de l'IG11 de R5110T - "Instructions générales aux soumissionnaires".

**IP10 DOCUMENTS DE CONSTRUCTION ET D'ENTRETIEN**

À l'attribution du contrat, une copie sur papier des dessins signés et scellés, des devis de construction, des devis d'entretien et des modifications, seront fournis à l'entrepreneur retenu. Des ensembles supplémentaires, jusqu'à concurrence de cinq (5), seront fournis sans frais à la demande de l'entrepreneur. Il incombera à l'entrepreneur d'obtenir les autres exemplaires dont il peut avoir besoin et, le cas échéant, d'en assurer les coûts.



---

**IP11 COTE DE SÉCURITÉ**

**Ce document contient une exigence en matière de sécurité laquelle est obligatoire pour toute la durée du contrat subséquent (vous référer à l'article CSA01 des Conditions supplémentaires - Partie A et à l'article CSB02 des Conditions supplémentaires - Partie B ci-incluses)**

- 1) **À la date de clôture des soumissions, le soumissionnaire doit détenir** : une attestation de vérification d'organisation désignée (VOD) en vigueur tel qu'indiqué à l'article CSA01 des conditions supplémentaires - Partie A et à l'article CSB02 des conditions supplémentaires - Partie B. Tout manquement à se conformer à cette exigence rendra la soumission irrecevable et aucune autre considération ne sera donnée à la soumission.
- 2) Les membres du personnel du soumissionnaire retenu, ainsi que tout sous-traitant et les membres de son personnel, qui effectueront quelque partie que ce soit des travaux durant l'exécution du contrat subséquent doivent aussi se conformer aux exigences obligatoires en matière de sécurité du contrat subséquent tel qu'indiqué à l'article CSA01 des conditions supplémentaires - Parties A et à l'article CSB02 des conditions supplémentaires - Partie B. **Les membres du personnel ne détenant pas la cote de sécurité requise ne seront pas admis sur les lieux.** Il sera de la responsabilité du soumissionnaire retenu de s'assurer que les exigences en matière de sécurité sont rencontrées tout au long du contrat. Le Canada ne sera pas tenue responsable ou redevable de tout retard ou frais supplémentaires associés avec la non-conformité du soumissionnaire retenu aux exigences obligatoires en matière de sécurité.
- 3) Pour toutes demandes de renseignements durant l'appel d'offres au sujet des exigences en matière de sécurité du projet, les soumissionnaires doivent se conformer aux instructions tel que décrites à la clause IP04 "Demandes de renseignements pendant l'appel d'offres". Pour plus de renseignements sur les exigences de sécurité de TPSGC, les soumissionnaires peuvent aussi consulter le site Web suivant : <http://ssi-iss.tpsgc-pwgsc.gc.ca/index-fra.html> ou communiquer par téléphone au numéro sans frais 1-866-368-4646

**IP12 SITES WEB**

La connection à certains des sites Web se trouvant aux documents d'appel d'offres est établie à partir d'hyperliens. La liste suivante énumère les adresses de ces sites Web.

Appendice L du Conseil du Trésor, Compagnies de cautionnement reconnues:

<http://www.tbs-sct.gc.ca/pol/doc-fra.aspx?id=14494&section=text#appL>

Contrats Canada <http://www.contractscanada.gc.ca/index-fra.html>

Sanctions économiques canadiennes <http://www.international.gc.ca/sanctions/index.aspx?lang=fra>

Rapport d'évaluation du rendement de l'entrepreneur (formulaire PWGSC-TPSGC 2913)

<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/app-acq/forms/documents/2913.pdf>

Cautionnement de soumission (formulaire PWGSC-TPSGC 504)

<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/app-acq/forms/documents/504.pdf>

Cautionnement d'exécution (formulaire PWGSC-TPSGC 505)

<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/app-acq/forms/documents/505.pdf>

Solicitation No. - N° de l'invitation

EP076-121984/A

Amd. No. - N° de la modif.

Buyer ID - Id de l'acheteur

fg340

Client Ref. No. - N° de réf. du client

20121984

File No. - N° du dossier

fg340EP076-121984

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

---

Cautionnement pour le paiement de la main-d'oeuvre et des matériaux (formulaire PWGSC-TPSGC 506)  
<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/app-acq/forms/documents/506.pdf>

Certificat d'assurance (formulaire PWGSC-TPSGC 357)  
<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/app-acq/forms/documents/357.pdf>

Guide des CCUA <http://ccua-sacc.tpsgc-pwgsc.gc.ca/pub/rese-fra.jsp>

Échelles des taux de salaires pour des contrats fédéraux de construction  
[http://www.rhdcc.gc.ca/fra/travail/normes\\_travail/contrats/echelle/index.shtml](http://www.rhdcc.gc.ca/fra/travail/normes_travail/contrats/echelle/index.shtml)

Services de sécurité industrielle de TPSGC, <http://ssi-iss.tpsgc-pwgsc.gc.ca/index-fra.html>

## 2- CONDITIONS - PARTIE A - CONSTRUCTION

### DCA01 DOCUMENTS DU CONTRAT

- 1) Les documents suivants constituent le contrat:
  - (a) La page « Contrat » une fois signée par le Canada;
  - (b) Formulaire de soumission et d'acceptation rempli en bonne et due forme;
  - (c) Dessins et devis;
  - (d) Clauses et conditions suivantes:
 

Conditions générales:	
CG1 Dispositions générales	R2810D (2011-05-16);
CG2 Administration du contrat	R2820D (2011-05-16);
CG3 Exécution et contrôle des travaux	R2830D (2010-01-11);
CG4 Mesures de protection	R2840D (2008-05-12);
CG5 Modalités de paiement	R2850D (2010-01-11);
CG6 Retards et modifications des travaux	R2860D (2008-05-12);
CG7 Défaut, suspension ou résiliation du contrat	R2870D (2008-05-12);
CG8 Règlement des différends	R2880D (2008-12-12);
CG9 Garantie contractuelle	R2890D (2011-05-16);
CG10 Assurances	R2900D (2008-05-12);
Conditions supplémentaires;	
Conditions d'assurance	R2910D (2008-12-12);
Justes salaires et heures de travail - Conditions de travail	R2940D (2010-01-11);
Coûts admissibles pour les modifications de contrat sous CG6.4.1	R2950D (2007-05-25);
Échelles des taux de salaire pour des contrats fédéraux de construction	
  - (e) Toute modification émise ou toute révision de soumission recevable, reçue avant l'heure et la date déterminée pour la clôture de l'invitation;
  - (f) Toute modification incorporée d'un commun accord entre le Canada et l'entrepreneur avant l'acceptation de la soumission; et
  - (g) Toute modification aux documents du contrat qui est apportée conformément aux Conditions générales.
- 2) Les documents identifiés par titre, numéro et date sont intégrés par renvoi et sont reproduits dans le Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat (CCUA) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC). Le Guide des CCUA est disponible sur le site Web de TPSGC: <http://ccua-sacc.tpsgc-pwgsc.gc.ca/pub/rese-fra.jsp>
- 3) Échelles des taux de salaire pour des contrats fédéraux de construction est intégré par renvoi et est disponible au site [Web:http://www.rhdcc-hrsdc.gc.ca/fra/travail/normes\\_travail/contrats/echelle/index.shtml](http://www.rhdcc-hrsdc.gc.ca/fra/travail/normes_travail/contrats/echelle/index.shtml).
- 4) La langue des documents du contrat est celle du Formulaire de soumission et d'acceptation présenté.

**CONDITIONS SUPPLÉMENTAIRES - PARTIE A (CSA)****CSA01 EXIGENCES EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ POUR LES ENTREPRENEURS CANADIENS**

1. L'entrepreneur doit détenir en permanence, pendant l'exécution du contrat, une attestation de vérification d'organisation désignée (VOD) en vigueur, délivrée par la Direction de la sécurité industrielle canadienne (DSIC) de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC).
2. Les membres du personnel de l'entrepreneur devant avoir accès à des établissements de travail dont l'accès est réglementé doivent TOUS détenir une cote de FIABILITÉ en vigueur, délivrée ou approuvée par la DSIC de TPSGC.
3. Les contrats de sous-traitance comportant des exigences relatives à la sécurité NE DOIVENT PAS être attribués sans l'autorisation écrite préalable de la DSIC de TPSGC.
4. L'entrepreneur doit respecter les dispositions :
  - a) de la Liste de vérification des exigences relatives à la sécurité et directive de sécurité (s'il y a lieu), reproduite ci-joint à l'Annexe 'B';
  - b) du Manuel de la sécurité industrielle (dernière édition).

**CSA02 LIMITATION DE LA RESPONSABILITÉ**

La CG1.6 de la R2810D est supprimée et remplacée par le texte suivant:

**CG1.6 Indemnisation par l'entrepreneur**

- 1) L'entrepreneur exonère et indemnise le Canada des réclamations, demandes d'indemnisation, pertes, frais, dommages, actions, poursuites ou procédures se rapportant aux pertes subies par le Canada ou aux réclamations de tierces parties et découlant, de quelque façon que ce soit, des activités de l'entrepreneur dans l'exécution des travaux, dans la mesure où ces réclamations sont causées par des actes négligents ou délibérés ou des omissions attribuables à l'entrepreneur, ou à quiconque dont il est responsable en vertu de la loi.
- 2) L'obligation de l'entrepreneur d'indemniser le Canada pour les pertes liées à la responsabilité de première partie est limitée comme suit :
  - a) en ce qui a trait aux pertes pour lesquelles une assurance doit être fournie en vertu de la CG10.1 « Polices d'assurance » de la R2900D, elle est limitée au plafond par sinistre, de l'assurance responsabilité civile des entreprises, comme il est indiqué dans la R2910D « Conditions d'assurance »;

- 
- b) en ce qui a trait aux pertes pour lesquelles aucune assurance n'est requise en vertu de la CG10.1 « Polices d'assurance » de la R2900D, elle est limitée au montant le plus élevé entre le montant du contrat et 5 000 000 \$, mais en aucun cas le montant ne doit être supérieur à 20 000 000 \$.

Les montants ci-dessus ne comprennent pas les intérêts ni les frais de justice et ne sont applicables à aucune violation des droits de propriété intellectuelle ou des obligations de garantie.

- 3) L'obligation de l'entrepreneur d'indemniser le Canada, pour des pertes liées à la responsabilité de tierces parties n'est assujettie à aucune limite, y compris la totalité des frais qu'il devra engager pour se défendre en cas de poursuite par une tierce partie. Lorsque le Canada l'exige, l'entrepreneur doit défendre le Canada contre toute réclamation présentée par une tierce partie.
- 4) L'entrepreneur acquitte l'ensemble des redevances et des droits de brevet nécessaires à l'exécution du contrat et assume à ses frais la défense du Canada contre toutes les réclamations, actions ou procédures déposées ou intentées contre le Canada et alléguant que les travaux, ou toute partie de ceux-ci, réalisés ou fournis par l'entrepreneur pour le Canada portent atteinte à des brevets, modèles industriels, droits d'auteur, marques de commerce, secrets industriels ou autres droits de propriété susceptibles d'exécution au Canada.
- 5) Un avis écrit d'une réclamation doit être donné dans un délai raisonnable après que les faits sur lesquels est fondée cette demande deviennent connus.

---

### 3- CONDITIONS- PARTIE B - ENTRETIEN

#### DCB01 DOCUMENTS DU CONTRAT

- 1) Les documents suivants constituent le contrat:
  - (a) Page « Contrat » une fois signée par le Canada;
  - (b) Formulaire de soumission et d'acceptation rempli en bonne et due forme;
  - (c) Devis pour entretien des appareils élévateurs:
  - (d) Conditions générales: 2035 (2011-05-16);
  - (e) Paiement mensuel H1008C (2008-05-12);
  - (f) T1204 - Information à transmettre par l'entrepreneur A9116C (2007-11-30);
  - (g) Ressortissants étrangers (entrepreneur canadien) A2000C (2006-06-16);
  - (h) Attestations A3015C (2008-12-12);
  - (i) Conditions supplémentaires - Partie B - Entretien;
  - (j) Toute modification émise ou toute révision de soumission recevable, reçue avant l'heure et la date déterminée pour la clôture de l'invitation;
  - (k) Toute modification incorporée d'un commun accord entre le Canada et l'entrepreneur avant l'acceptation de la soumission; et
  - (l) Toute modification aux documents du contrat qui est apportée conformément aux Conditions générales.
- 2) Les documents identifiés par un titre, numéro et date à l'alinéa 1) de la DCB01 sont intégrés par renvoi et sont reproduits dans le Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat (CCUA) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC). Le Guide des CCUA est disponible sur le site Web de TPSGC: <http://ccua-sacc.tpsgc-pwgsc.gc.ca/pub/rese-fra.jsp>
- 3) La langue des documents du contrat est celle du Formulaire de soumission et d'acceptation présenté.

---

**CONDITIONS SUPPLÉMENTAIRES - PARTIE B (CSB)****CSB01 EXIGENCES**

- 1) Fournir les services d'entretien à long terme incluant tous les outils, l'équipement, les matériaux et la main d'oeuvre pour entretenir, inspecter, tester, fournir les mises à jours de logiciels et/ou les mises à niveau et services d'appareils élévateurs à Immueuble de protection de las Santé, 200 Promanade du Pré Tunney, Ottawa, ON.
- 2) Le service d'entretien doit être fourni conformément avec le devis technique pour entretien des appareils élévateurs numéro 8M25-0367-3.

**CSB02 EXIGENCES EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ POUR LES ENTREPRENEURS CANADIENS**

1. L'entrepreneur doit détenir en permanence, pendant l'exécution du contrat, une attestation de vérification d'organisation désignée (VOD) en vigueur, délivrée par la Direction de la sécurité industrielle canadienne (DSIC) de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC).
2. Les membres du personnel de l'entrepreneur devant avoir accès à des établissements de travail dont l'accès est réglementé doivent TOUS détenir une cote de FIABILITÉ en vigueur, délivrée ou approuvée par la DSIC de TPSGC.
3. Les contrats de sous-traitance comportant des exigences relatives à la sécurité NE DOIVENT PAS être attribués sans l'autorisation écrite préalable de la DSIC de TPSGC.
4. L'entrepreneur doit respecter les dispositions :
  - a) de la Liste de vérification des exigences relatives à la sécurité et directive de sécurité (s'il y a lieu), reproduite ci-joint à l'Annexe 'B';
  - b) du Manuel de la sécurité industrielle (dernière édition).

**CSB03 RESPONSABLES**

**CETTE INFORMATION SERA FOURNIE AU DÉBUT DE LA PÉRIODE DU CONTRAT POUR LA PARTIE "B" - ENTRETIEN.**

---

**CSB 04 ORDRE DE PRIORITÉ DES DOCUMENTS**

En cas de divergence ou de contradiction dans les documents suivants, leur prépondérance est établie selon l'ordre ci-après:

- (a) toute modification ou variante du contrat - Partie B - Entretien;
- (b) toutes les modifications émises avant la date de clôture;
- (c) les conditions supplémentaires;
- (d) les conditions générales - 2035 - 2011-05-16;
- (e) le Formulaire de soumission et d'acceptation rempli en bonne et due forme lorsqu'il est accepté;
- (f) le devis pour l'entretien des appareils élévateurs;
- (g) la Liste de vérification des exigences relatives à la sécurité.

Les dates ultérieures déterminent la priorité des documents dans chacune des catégories de documents ci-dessus.

**CSB05 LOIS APPLICABLES**

Le contrat sera interprété et régi selon les lois en vigueur dans la province où le travail est exécuté, et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

**CSB06 ASSURANCE DE RESPONSABILITÉ CIVILE COMMERCIALE**

- 1) L'entrepreneur doit souscrire et maintenir pendant toute la durée du contrat une police d'assurance responsabilité civile commerciale d'un montant équivalant à celui habituellement fixé pour un contrat de cette nature; toutefois, la limite de responsabilité ne doit pas être inférieure à 5 000 000 \$ par accident ou par incident et suivant le total annuel.
- 2) La police d'assurance responsabilité civile commerciale doit comprendre les éléments suivants :
  - a) Assuré additionnel : Le Canada est désigné comme assuré additionnel, mais seulement en ce qui concerne les responsabilités qui peuvent découler de l'exécution du contrat par l'entrepreneur. L'intérêt du Canada devrait se lire comme suit : le Canada, représenté par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.
  - b) Blessures corporelles et dommages matériels causés à des tiers découlant des activités de l'entrepreneur.
  - c) Produits et activités complétées : Couverture pour les blessures corporelles et dommages matériels découlant de biens ou de produits fabriqués, vendus, manipulés ou distribués par l'entrepreneur, ou découlant des activités complétées par l'entrepreneur.
  - d) Préjudice personnel : Sans s'y limiter, la couverture doit comprendre la violation de la vie privée, la diffamation verbale ou écrite, l'arrestation illégale, la détention ou l'incarcération et la diffamation.



- e) Responsabilité réciproque/séparation des assurés : Sans augmenter la limite de responsabilité, la police doit couvrir toutes les parties assurées dans la pleine mesure de la couverture prévue. De plus, la police doit s'appliquer à chaque assuré de la même manière et dans la même mesure que si une police distincte avait été émise à chacun d'eux.
- f) Responsabilité contractuelle générale : La police doit, sur une base générale ou par renvoi explicite au contrat, couvrir les obligations assumées en ce qui concerne les dispositions contractuelles.
- g) Les employés et (s'il y a lieu) les bénévoles doivent être désignés comme assurés additionnels.
- h) Responsabilité de l'employeur (ou confirmation que tous les employés sont protégés par la Commission de la sécurité professionnelle et de l'assurance contre les accidents du travail (CSPAAT) ou par un programme semblable).
- i) Formule étendue d'assurance contre les dommages, comprenant les activités complétées : Couvre les dommages matériels de manière à inclure certains sinistres qui seraient autrement exclus en vertu de la clause d'exclusion usuelle de garde, de contrôle ou de responsabilité faisant partie d'une police d'assurance type.
- j) Avis d'annulation : L'assureur s'efforcera de donner à l'autorité contractante un avis écrit de trente (30) jours en cas d'annulation de la police.
- k) S'il s'agit d'une police sur la base des réclamations, la couverture doit être valide pour une période minimale de douze (12) mois suivant la fin ou la résiliation du contrat.
- l) Assurance automobile des non-propriétaires : Couvre les poursuites contre l'entrepreneur du fait de l'utilisation de véhicules de location ou n'appartenant pas à l'entrepreneur.

## **CSB07 RESPONSABILITÉ DE L'ENTREPRENEUR**

- 1) L'entrepreneur doit respecter les exigences en matière d'assurance prévues à la CSB06 ASSURANCE DE RESPONSABILITÉ CIVILE COMMERCIALE. L'entrepreneur doit maintenir la couverture d'assurance exigée pendant toute la durée du contrat. Le respect des exigences en matière d'assurance ne dégage pas l'entrepreneur de sa responsabilité en vertu du contrat, ni ne la diminue.
- 2) L'entrepreneur est responsable de décider si une assurance supplémentaire est nécessaire pour remplir ses obligations en vertu du contrat et pour se conformer aux lois applicables. Toute assurance supplémentaire souscrite est à la charge de l'entrepreneur ainsi que pour son bénéfice et sa protection.
- 3) L'entrepreneur doit faire parvenir à l'autorité contractante, dans les trente (30) jours suivant la date de délivrance du certificat d'achèvement du contrat de construction, un certificat d'assurance montrant la couverture d'assurance et confirmant que la police d'assurance conforme aux exigences est en vigueur. L'assurance doit être souscrite auprès d'un assureur autorisé à faire affaire au Canada. L'entrepreneur doit, à la demande de l'autorité contractante, transmettre au Canada une copie certifiée de toutes les polices d'assurance applicables.

---

**CSB08 DÉTERMINATION DU COÛT**

- 1) Canada peut ordonner la prestation de services supplémentaires et supprimer ou modifier toute partie des services prévus par le contrat.
- 2) Le montant de l'augmentation ou de la diminution du montant du contrat sera un montant dont conviennent Canada et l'entrepreneur.
- 3) Faute d'accord en vertu pour ce qui est de services supplémentaires, ce montant doit être le coût légitime attribuable aux services supplémentaires que l'entrepreneur a payé ou est tenu de payer, ce coût étant majoré de 10 % pour couvrir les frais généraux, y compris les frais de financement et d'intérêt, et le profit.
- 4) Faute d'accord en vertu pour ce qui est d'une réduction des services, le montant sera déterminé par Canada.

**CSB09 MODALITÉS DE PAIEMENT**

- 1) **Paielements progressifs** - Des paiements progressifs seront effectués à chaque mois, au plus tard 30 jours après la fin de la période de paiement mensuel. Le montant du paiement mensuel est égal à la somme mensuelle totale de la Soumission pour la première année et la somme mensuelle totale rajustés conformément au paragraphe 2 ci-dessous, pour les années subséquentes
- 2) **Rajustement annuel des prix** - Rajustement annuel des prix: Au 1er avril de chaque année, la somme mensuelle totale sera ajustée de la façon ci-après mentionnée. Le premier rajustement sera fait le 1er avril qui suit la 1<sup>ière</sup> année complète du contrat pour la partie B - Entretien (se référer à la SA06 'Durée des contrats' du Formulaire de soumission et d'acceptation pour la définition de la durée du contrat).

Le rajustement des matériaux est fait conformément à l'indice "Fabrication de matériel électrique" V53384938 (Base 2002=100) publié par Statistique Canada.

Le rajustement de la main d'oeuvre est fait conformément aux taux horaire régulier de la rémunération totale publié chaque année par la "National Elevator and Escalator Association" pour l'année précédente.

Le rajustement visant les frais de voyages est fait conformément à l'Indice des prix à la consommation pour le Canada V41690973 (62-001-X, Base 2002=100), publié par Statistique Canada.

**Rajustement des prix.**

- a) **Matériaux:** Pour le rajustement initial, le prix mensuel pour les matériaux et la main d'oeuvre, indiqué dans la Soumission, est augmenté ou diminué du montant obtenu en multipliant 20% du prix mensuel ci-dessus par le pourcentage d'augmentation ou de diminution de la moyenne annuelle de l'indice de l'année précédente.

Pour les rajustements subséquents, le montant rajusté de l'année précédente est augmenté ou diminué du montant obtenu en multipliant le prix mensuel ci-dessus par le pourcentage d'augmentation ou de diminution de la moyenne annuelle de l'indice de l'année précédente.

- b) **Main-d'oeuvre** : Pour le rajustement initial, le prix mensuel pour les matériaux et la main d'oeuvre, indiqué dans la soumission, est augmenté ou diminué du montant obtenu en multipliant 80% du prix mensuel ci-dessus par le pourcentage d'augmentation ou de diminution du taux horaire régulier de la rémunération totale versée aux mécaniciens d'ascenseur dans la localité où les appareils doivent être entretenus.
- Pour les rajustements subséquents, le prix rajusté de l'année précédente est augmenté ou diminué du montant obtenu en multipliant le prix mensuel ci-dessus par le pourcentage d'augmentation ou de diminution du taux horaire régulier de la rémunération totale versée aux mécaniciens d'ascenseur dans la localité où les appareils doivent être entretenus.
- c) **Frais de voyages** : Pour le rajustement initial, les frais mensuels de voyages, indiqué dans la soumission, est augmenté ou diminué du montant obtenu en multipliant le prix mensuel par le pourcentage d'augmentation ou de diminution de la moyenne annuelle de l'indice de l'année précédente.
- Pour les rajustements subséquents, le montant rajusté de l'année précédente est augmenté ou diminué du montant obtenu en multipliant le prix mensuel ci-dessus par le pourcentage d'augmentation ou de diminution dans l'indice de la moyenne annuelle de l'année précédente.
- 3) **Paiements pour temps supplémentaire**: Lorsque des appels pour examen, réparation ou rajustement d'urgence inclus dans le contrat mais exigés en temps supplémentaire entraînent des services en temps supplémentaire, l'entrepreneur absorbe le coût de main-d'oeuvre pour lesdites heures au taux horaire régulier de la rémunération totale et le Canada est facturé seulement pour la différence entre le taux horaire régulier de la rémunération totale et le taux horaire supplémentaire de la rémunération totale fournis par la "National Elevator and Escalator Association". Lorsqu'il y a des déboursés additionnels, le Canada est facturé pour la différence entre les déboursés encourus et les déboursés inclus dans les prix mensuels, en autant que ces déboursés sont justifiés par une documentation appropriée. Une somme égale à 10% des coûts additionnels du temps supplémentaire et des déboursés ci-dessus représentant une indemnité pour les frais généraux et le profit est aussi payée à l'entrepreneur.
- 4) **Prorata** : Des articles qui pourraient devoir être remplacés avant la fin du contrat et un pourcentage d'usure pour chacun de ces articles au moment de l'adjudication du contrat pourraient être décrits à la Section 2, Exigences particulières du devis, sous le titre «Prorata». Quand vient le temps de les remplacer, le Canada paie le montant calculé en multipliant le coût du remplacement par le pourcentage d'usure sous le titre «Prorata». Le Canada paie aussi un montant additionnel calculé en multipliant le solde du coût de remplacement par le rapport entre la durée du contrat qui reste au moment de commander le remplacement et la durée complète du contrat. L'entrepreneur est responsable du montant qui reste.

---

**CSB10 INSTRUCTIONS RELATIVES À LA FACTURATION - SERVICES D'ENTRETIEN**

- 1) Les paiements ne seront effectués qu'à la réception de factures appropriées dûment accompagnées des documents de sortie spécifiés et des autres documents requis en vertu de tout contrat attribué.
- 2) Une facture doit être fournie chaque mois, en utilisant le formulaire de l'entrepreneur et contenir les renseignements suivants:
  - a) nom et adresse de l'entreprise;
  - b) numéro de dossier, numéro de série du contrat et code financier;
  - c) description sur le travail;
  - d) endroit de travail;
  - e) la taxe sur les produits et services ou la taxe de vente harmonisée, selon le cas;
  - f) numéro de référence du client;
  - g) numéro d'entreprise - approvisionnement.
- 3) La facture mensuelle sera traitée pour le paiement seulement si tous les rapports applicables pour ce mois comme décrit sous l'article 2.15 du devis technique entretien d'appareils élévateurs ont été reçus par l'autorité technique et qu'ils sont annexés à cette facture.

**CSB11 RÉUNION AVANT LE DÉBUT DES TRAVAUX**

L'entrepreneur doit participer à cette réunion avant de commencer les travaux. L'autorité technique fixera l'heure et le lieu de cette réunion.

**CSB12 COOPÉRATION AVEC LES AUTRES ENTREPRENEURS**

L'entrepreneur est tenu de coopérer pleinement avec les autres entrepreneurs ou travailleurs envoyés par le Canada dans les locaux faisant l'objet des services.

**CSB13 PUBLICITÉ**

Sauf autorisation de l'autorité technique, l'entrepreneur ne doit autoriser aucune cérémonie publique, ni ne doit installer ou faire installer d'enseignes ou de panneaux publicitaires portant sur les services. L'affichage d'avis ou la pose d'enseignes indiquant que l'équipement fait l'objet d'une mise en état ou de réparations, doit être dans les deux langues officielles du Canada en donnant une importance égale aux deux langues.

**4- FORMULAIRE DE SOUMISSION ET D'ACCEPTATION** (2 pages)**SA01 IDENTIFICATION DU PROJET**

Modernisation d'ascenseurs, Immeuble de la protection de la Santé,  
200 Promenade du Pré Tunney, Ottawa, ON

**Numéro de project:** R.004594.002 - Construction

**Numéro de project:** 8M25-0367-3 - Entretien

**SA02 NOM COMMERCIAL ET ADRESSE DU SOUMISSIONNAIRE**

Nom: \_\_\_\_\_

Adresse: \_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

Téléphone: \_\_\_\_\_ Télécopieur: \_\_\_\_\_

NEA: \_\_\_\_\_

**SA03 OFFRE**

Le soumissionnaire offre à Sa Majesté la Reine du chef du Canada d'exécuter les travaux du projet mentionné ci-dessus, conformément aux documents de soumission pour

**PARTIE A - Construction :**

le montant total de

\_\_\_\_\_ \$ excluant la TPS/TVH;  
(exprimé en chiffres seulement)

et

**PARTIE B - Entretien:**

Le montant mensuel total de

\_\_\_\_\_ \$ excluant la TPS/TVH, qui comprend  
(exprimé en chiffres seulement)

(a) un montant mensuel de \_\_\_\_\_ \$ pour les matériaux et la main-d'oeuvre;  
et

(b) un montant mensuel de \_\_\_\_\_ \$ pour les frais de déplacement.

Le montant mensuel total sera ajusté à tous les ans tel qu'indiqué à l'alinéa 2) de CSB09.

**SA04 PÉRIODE DE VALIDITÉ DES SOUMISSIONS**

La soumission ne peut être retirée pour une période de trente (30) jours suivant la date de clôture de l'invitation.

**SA05 ACCEPTATION ET CONTRAT**

À l'acceptation de l'offre de l'entrepreneur par le Canada, deux (2) contrats exécutoires sont formés entre le Canada et l'entrepreneur. Les documents constituant les contrats sont ceux mentionnés à la **DCA01** pour la **PARTIE A - Construction** et **DCB01** pour la **PARTIE B - Entretien**.

**SA06 DURÉE DES CONTRATS**

- 1) L'entrepreneur doit exécuter et compléter les travaux de la **PARTIE A - Construction**, dans les **trente-huit 38 semaines** à partir de l'avis de l'acceptation de l'offre.
- 2) L'entrepreneur doit exécuter les travaux de la **PARTIE B - Entretien**, ci-après appelée la «durée du contrat pour la partie B - Entretien», pour une période de dix (10) ans à partir de la date de délivrance du certificat d'achèvement de la **PARTIE A - Construction**.
- 3) L'entrepreneur accorde au Canada l'option irrévocable de prolonger la durée du contrat pour la partie B - Entretien pour au plus trois (3) périodes supplémentaires de cinq (5) années chacune, selon les mêmes conditions. L'entrepreneur accepte que pendant la période prolongée du contrat, il sera payé conformément aux dispositions applicables prévues à la base de paiement.

Le Canada peut exercer cette option à n'importe quel moment, en envoyant un avis écrit à l'entrepreneur au moins 60 jours civils avant la date d'expiration du contrat. Cette option ne pourra être exercée que par l'autorité contractante et sera confirmée, pour des raisons administratives seulement, par une modification au contrat.

**SA07 GARANTIE DE SOUMISSION**

Le soumissionnaire joint à sa soumission une garantie de soumission conformément à l'IG07 de la clause R5110T, Exigences relatives à la garantie de soumission des "Instructions générales aux soumissionnaires".

**SA08 SIGNATURE**

---

Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du soumissionnaire  
(en lettres moulées ou dactylographiées)

---

Signature

---

Date

## 5- ATTESTATIONS

Pour qu'un contrat leur soit attribué, les soumissionnaires doivent fournir les attestations exigées. Le Canada déclarera une soumission non recevable si les attestations exigées ne sont pas remplies et fournies tel que demandé.

Le Canada pourra vérifier l'authenticité des attestations fournies par les soumissionnaires pendant la période d'évaluation des soumissions (avant l'attribution d'un contrat) et après l'attribution du contrat. L'autorité contractante aura le droit de demander des renseignements supplémentaires pour s'assurer que les soumissionnaires respectent les attestations avant l'attribution d'un contrat. La soumission sera déclarée non recevable si on constate que le soumissionnaire a fait de fausses déclarations, sciemment ou non. Le défaut de respecter les attestations ou de donner suite à la demande de renseignements supplémentaires de l'autorité contractante aura pour conséquence que la soumission sera déclarée non recevable.

### 5.1 Attestations préalables à l'attribution du contrat

Les attestations énumérées ci-dessous devraient être remplies et fournies avec la soumission mais elles peuvent être fournies plus tard. Si l'une de ces attestations n'est pas remplie ou fournie tel que demandé, l'autorité contractante en informera le soumissionnaire et lui donnera un délai afin de se conformer aux exigences. Le défaut de répondre à la demande de l'autorité contractante et de se conformer aux exigences dans les délais prévus aura pour conséquence que la soumission sera déclarée non recevable.

### Programme de contrats fédéraux - plus de 25 000\$ et moins de 200 000\$

Les fournisseurs qui sont assujettis au Programme de contrats fédéraux (PCF) et qui ont été déclarés entrepreneurs non admissibles par Ressources humaines et Développement des compétences Canada (RHDCC) n'ont plus le droit d'obtenir des contrats du gouvernement fédéral au-delà du seuil prévu par le Règlement sur les marchés de l'État pour les demandes de soumissions. Les fournisseurs peuvent être déclarés entrepreneurs non admissibles soit parce que RHDCC a constaté leur non-conformité ou ils se sont retirés volontairement du PCF pour une raison autre que la réduction de leur effectif à moins de 100 employés. Toute soumission présentée par un entrepreneur non admissible, y compris une soumission présentée par une coentreprise dont un membre est un entrepreneur non admissible, sera déclarée non recevable.

Le soumissionnaire, ou, si le soumissionnaire est une coentreprise le membre de la coentreprise, atteste comme suit sa situation relativement au PCF :

Le soumissionnaire ou le membre de la coentreprise :

- (a) ( ) n'est pas assujetti au PCF, puisqu'il compte un effectif de moins de 100 employés permanents à temps plein ou à temps partiel, ou des employés temporaires ayant travaillé 12 semaines ou plus au Canada;
- (b) ( ) n'est pas assujetti au PCF, puisqu'il est un employeur réglementé en vertu de la Loi sur l'équité en matière d'emploi, (<http://laws.justice.gc.ca/fr/showtdm/cs/E-5.401>) L.C. 1995, ch. 44;

(c) ( ) est assujetti aux exigences du PCF, puisqu'il compte un effectif de plus de 100 employés permanents à temps plein ou à temps partiel, ou des employés temporaires ayant travaillé 12 semaines ou plus au Canada, mais n'a pas obtenu de numéro d'attestation de RHDCC puisqu'il n'a jamais soumissionné pour des contrats de 200 000 \$ ou plus.

(d) ( ) n'a pas été déclaré entrepreneur non admissible par RHDCC et possède un numéro d'attestation valide, à savoir le numéro : \_\_\_\_\_.

Des renseignements supplémentaires sur le PCF (<http://www.rhdcc.gc.ca/fra/travail/egalite/pcf/index.shtml>) sont offerts sur le site Web de RHDCC.



# **“Annexe A”**

## **'DEVIS TECHNIQUE D'ENTRETIEN D'APPAREILS ÉLEVATEURS - PARTIE B'**

## **“Annexe B”**

# **Liste de vérification des exigences relatives à la sécurité**

# **ANNEXE A**

**Devis d'entretien**

**d'appareils élévateurs**

**Nom du projet :** Immeuble de la Protection de la santé  
200, promenade Pré Tunney, Ottawa (Ontario)

**Numéro du devis :** 8M25-0367-3

**Table des matières**

**Section 1 Exigences générales**

	<b>Page</b>
1. Étendue des travaux.....	1
2. Exécution des travaux.....	1
2.1 Registre d'entretien des appareils élévateurs .....	1
2.2 Services d'entretien .....	1
2.3 Dispositifs de sécurité et essais.....	1
2.4 Codes de sécurité.....	2
2.5 Fonctionnement.....	2
2.6 Répartiteur de groupes .....	2
2.7 Travaux exclus.....	2
2.8 Heures de travail.....	3
2.9 Service téléphonique.....	3
2.10 Service de rappel.....	3
2.11 Stock de pièces de rechange.....	3
2.12 Réparations.....	3
2.13 Nettoyage et peinture.....	3
2.14 Schémas de câblage, instructions de réglage et descriptions de fonctionnement.....	4
2.15 Production de rapports .....	4
2.16 Protection de l'environnement.....	4

**Section 2 Exigences particulières**

	<b>Page</b>
1. Exclusions particulières .....	1
2. Prorata.....	1
3. Main-d'oeuvre spécialisée.....	1
4. Autres conditions particulières.....	1
5. Fréquence des inspections .....	1
6. Service de rappel.....	1
7. Temps de réponse.....	1
8. Ascenseurs, monte-charge et petits monte-charge - Tableau de la fréquence des tâches d'entretien .....	2

## **1. ÉTENDUE DES TRAVAUX**

L'Entrepreneur doit fournir tous les outils, tout le matériel, tous les matériaux et toute la main-d'oeuvre nécessaires pour effectuer l'entretien, les inspections, les essais, les mises à jour et/ou les améliorations des logiciels et les réparations des appareils élévateurs décrits à la Section 2, Exigences particulières, du présent devis.

## **2. EXÉCUTION DES TRAVAUX**

L'Entrepreneur doit effectuer l'entretien des appareils élévateurs décrits à la Section 2, Exigences particulières, en appliquant toutes les précautions raisonnables pour maintenir le matériel en état de fonctionner en toute sécurité.

### **2.1 Registre d'entretien des appareils élévateurs**

L'Entrepreneur doit garder à jour les données du registre d'entretien des appareils élévateurs, fourni par TPSGC, relatives à chaque élément de matériel, de façon à pouvoir confirmer la conformité du matériel aux exigences énoncées à l'article 2.2, Services d'entretien, et aux normes et codes pertinents énoncés à l'article 2.4, Codes de sécurité, du présent devis. Ce registre d'entretien peut servir d'attestation d'exécution en cas de discordance entre les services rendus et les services facturés; les exigences et les intervalles d'entretien qui y sont indiqués doivent être considérés comme minimales. Si, de l'avis de l'Entrepreneur, les exigences et les fréquences doivent être augmentées, ce dernier peut aller de l'avant, à condition d'en informer le Représentant du Ministère et d'inscrire les changements dans le registre d'entretien.

### **2.2 Services d'entretien**

- .1 L'Entrepreneur doit vérifier, nettoyer, régler, étalonner et lubrifier régulièrement et systématiquement tous les composants du matériel, aux intervalles prescrits à la Section 2, Exigences particulières. Si les conditions l'exigent, il doit aussi réparer ou remplacer tous les composants en utilisant seulement des pièces de rechange d'origine.
- .2 Pour les besoins du présent contrat, l'expression « pièces de rechange d'origine » désigne uniquement :
  - .1 les pièces fabriquées par le fabricant d'origine;
  - .2 les pièces dont l'utilisation est autorisée par le fabricant d'origine;
  - .3 les pièces dont l'utilisation est approuvée par écrit, par le Représentant du Ministère, pour l'application proposée; avant de donner son approbation, le Représentant du Ministère se réserve le droit d'exiger que les pièces de rechange soient certifiées pour l'application proposée, par un laboratoire indépendant de son choix, aux frais de l'Entrepreneur.
- .3 L'Entrepreneur doit :
  - .1 fournir tous les lubrifiants, les fluides hydrauliques, les ampoules d'éclairage de la cabine, les ballasts de démarrage et les tubes pour les appareils d'éclairage fluorescent des cabines, les lampes des dispositifs de signalisation, les lampes pour fosses d'ascenseur, les lampes montées sur le toit des cabines et celles des locaux techniques appropriés, tout le matériel hydraulique enfoui, le système de protection cathodique et le sous-plancher et le revêtement du plancher des cabines (sauf les moquettes);
  - .2 nettoyer les gaines et les fosses d'ascenseur, le toit et le plafond des cabines, les vides des plafonds, les plafonds suspendus et les poutres triangulées.

### **2.3 Dispositifs de sécurité et essais**

- .1 L'Entrepreneur doit inspecter et régler tous les dispositifs de sécurité, aussi souvent que nécessaire, et effectuer tous les essais prescrits par les codes et les normes décrits à l'article 2.4 ci-dessous. Dans les endroits où la loi l'exige, l'Entrepreneur doit s'assurer d'effectuer les essais en présence de l'organisme responsable de l'inspection ou de l'application des règlements.

- .2 L'Entrepreneur doit coordonner l'inspection et les essais annuels du matériel qu'effectue l'organisme d'inspection/d'application des règlements et apporter son concours à ce dernier.

## **2.4 Codes de sécurité**

- .1 L'Entrepreneur doit, en plus des autres exigences réglementaires auxquelles ses travaux peuvent être assujettis, se conformer aux versions des normes et des codes suivants en vigueur au moment de l'adjudication du contrat :
- .1 ASME A17.1/CSA B44, Code de sécurité sur les ascenseurs, les monte-charges et les escaliers mécaniques (y compris tous les appendices);
  - .2 CSA B44.1/ASME A17.5, Appareillage électrique d'ascenseurs et d'escaliers mécaniques;
  - .3 B44.2 -07, Exigences et intervalles d'entretien pour les ascenseurs, monte-charge, petits monte-charge, escaliers mécaniques et trottoirs roulants;
  - .4 CAN/CSA-B355, Appareils élévateurs pour personnes handicapées (y compris l'appendice A);
  - .5 Code national du bâtiment;
  - .6 Code national de prévention des incendies;
  - .7 lois et règlements provinciaux et territoriaux;
  - .8 arrêtés municipaux.
- .2 Lorsque plusieurs règlements concurrents existent, les plus stricts s'appliquent.

## **2.5 Fonctionnement**

- .1 L'Entrepreneur doit maintenir le rendement initial du matériel conforme aux normes et aux codes énoncés à l'article 2.4, relativement, sans toutefois s'y limiter, aux éléments suivants :
- .1 la vitesse nominale;
  - .2 l'accélération;
  - .3 la décélération;
  - .4 les délais d'ouverture et de fermeture des portes;
  - .5 le fonctionnement du régulateur de vitesse et des parachutes.

## **2.6 Répartiteur de groupes**

L'Entrepreneur doit effectuer des essais périodiques du répartiteur de groupes, afin que le réglage des circuits et des temps d'attente soit conforme aux exigences en matière de circulation visant le bâtiment, en fonction des capacités nominales du système, ainsi qu'aux codes applicables. L'Entrepreneur doit fournir, sur demande du Représentant du Ministère, une étude de la circulation contenant des données statistiques pertinentes.

## **2.7 Travaux exclus**

- .1 L'Entrepreneur n'est pas tenu d'effectuer des remises à neuf ou des réparations attribuables à :
- .1 de la négligence ou d'une utilisation abusive du matériel par des tiers;
  - .2 des causes hors de son contrôle, à l'exception des défaillances causées par une usure normale du matériel.
- .2 L'Entrepreneur n'a pas à :
- .1 remettre à neuf, protéger, réparer ou remplacer les parois de cabines, les balustrades, les panneaux ainsi que les cadres et seuils des portes palières et des cabines;
  - .2 nettoyer, laver, cirer et polir les planchers des cabines;
  - .3 effectuer des essais de sécurité autres que ceux précisés dans le contrat, installer des pièces supplémentaires ou installer des pièces de rechange d'un modèle différent des pièces qui étaient en place au moment de l'adjudication du contrat, que ces interventions aient ou non été recommandées ou ordonnées par une compagnie d'assurance ou un organisme officiel.

.3 D'autres exclusions peuvent être précisées dans la Section 2, Exigences particulières, du devis.

## **2.8 Heures de travail**

Sauf indication contraire dans la Section 2, Exigences particulières, l'Entrepreneur doit effectuer tous les travaux pendant les heures (7 h à 17 h) et les jours (du lundi au vendredi, sauf les jours fériés) normaux de travail.

## **2.9 Service téléphonique**

L'Entrepreneur doit fournir un service téléphonique complet en tout temps.

## **2.10 Service de rappel**

L'Entrepreneur doit fournir un service de rappel, entre les examens réguliers, qui respecte les temps de réponse précisés à la Section 2, Exigences particulières, du devis.

## **2.11 Stock de pièces de rechange**

- .1 L'Entrepreneur doit conserver dans chaque bâtiment, en nombre suffisant, les pièces de rechange les plus courantes. Les pièces doivent être bien rangées dans une armoire.
- .2 L'Entrepreneur doit avoir en stock toutes les pièces de rechange. Il doit fournir sans délai les pièces afin que les réparations ou les remplacements soient faits le plus rapidement possible pour réduire au minimum la durée des interruptions du service. Le Canada n'assumera aucune responsabilité en ce qui concerne la sécurité des pièces entreposées dans ses locaux.

## **2.12 Réparations**

- .1 L'Entrepreneur doit aviser immédiatement le Représentant du Ministère, par écrit, des cas où des réparations non prévues au contrat sont nécessaires.
- .2 Paliers d'intervention pour la résolution de problèmes : Si, dans les quatre (4) premières heures de travail sur le matériel, le technicien n'a pas fait de progrès importants pour ce qui est de la réparation et de la remise en service normal du matériel, l'Entrepreneur doit prendre les dispositions pour qu'un technicien possédant l'expertise adéquate soit sur place dans les plus brefs délais afin de faciliter les travaux de réparation. Ce processus ne doit pas engendrer des coûts supplémentaires au Représentant du Ministère.
- .3 Litiges : en cas de litige concernant le fonctionnement du matériel, ses réparations, la facturation, les factures ou d'autres éléments, les travaux doivent se poursuivre pendant le litige pour assurer que le fonctionnement et la fiabilité du matériel ne sont pas compromis.

## **2.13 Nettoyage et peinture**

- .1 L'Entrepreneur doit nettoyer à fond et peindre, dans la première année suivant l'entrée en vigueur du contrat, dont la date est stipulée à l'article « Durée du contrat » du contrat subséquent, et à tous les trois (3) ans par la suite :
  - .1 tout le matériel installé dans la salle des machines des ascenseurs;
  - .2 le plancher de la salle des machines et des fosses d'ascenseurs.

## **2.14 Schémas de câblage, instructions de réglage et description de fonctionnement**

- .1 L'Entrepreneur doit avoir en sa possession, conformément aux indications du Représentant du Ministère, les documents suivants :
  - .1 les schémas de câblage complets;
  - .2 les instructions détaillées de réglage;

- .3 les descriptions détaillées du fonctionnement de tout le matériel visé par le contrat.
- .2 L'Entrepreneur doit afficher, bien à la vue dans chaque local des machines des ascenseurs, les schémas de câblage approuvés, montés dans un cadre. L'Entrepreneur doit tenir ces schémas à jour pendant toute la durée du contrat, en y indiquant toutes les modifications aux circuits. Sur demande, des copies des schémas originaux et modifiés approuvés par un ingénieur doivent être fournies au Représentant du Ministère. Lorsque les schémas de câblage, les instructions de réglage et les descriptions de fonctionnement existent sur support électronique, l'Entrepreneur doit les mettre à jour conformément aux normes de TPSGC et en remettre des copies au Représentant du Ministère lorsque celui-ci en fait la demande.

## **2.15 Production de rapports**

- .1 L'Entrepreneur doit tenir à jour (exigence minimale) les dossiers de toutes les interventions d'entretien, des réglages, des vérifications, des essais, des réparations et des modifications qu'il a effectués au cours de la période du contrat, et remettre ces documents au Représentant du Ministère lorsque celui-ci en fait la demande.
- .2 Lorsqu'il n'est pas possible de remettre en service le même jour un matériel tombé en panne, l'Entrepreneur doit remettre au Représentant du Ministère, au plus tard à la fin du prochain jour ouvrable, un rapport indiquant la nature du problème et la date à laquelle il prévoit que le matériel sera remis en service.
- .3 L'Entrepreneur doit employer des techniques, des méthodes et des systèmes éprouvés de collecte et de diffusion de l'information, conformes aux exigences de TPSGC.
- .4 L'Entrepreneur doit vérifier que les systèmes informatiques et l'information sont protégés et que des procédures et des plans de récupération des données en cas de catastrophe et de sauvegarde de l'information sont en place.

## **2.16 Protection de l'environnement**

- .1 Sans restreindre la portée générale du paragraphe 6, Lois applicables, des Conditions générales – Services, l'Entrepreneur doit s'assurer :
  - .1 qu'aucun déchet contaminé n'est laissé sur place;
  - .2 que les déchets ou les matières volatiles comme les peintures, les huiles, les diluants, les produits de nettoyage, etc. sont traités de façon appropriée et ne sont pas vidés dans les cours d'eau ou les égouts pluviaux ou sanitaires.



## ELEVATING DEVICES MAINTENANCE SPECIFICATIONS

Nom et adresse du bâtiment : Immeuble de la Protection de la santé  
200, promenade Pré Tunney, Ottawa (Ontario)

Inventaire du matériel : un (1) monte-charge TSSA n° 10123 et un (1) ascenseur TSSA n° TBA.

1. **EXCLUSIONS PARTICULIÈRES :** La tuyauterie souterraine ne relève pas de la responsabilité de l'Entrepreneur.
2. **PRORATA :** AUCUN.
3. **MAIN-D'OEUVRE SPÉCIALISÉE :** L'Entrepreneur doit fournir une ventilation des coûts, par inspection, pour chaque appareil élévateur, en fonction des exigences du paragraphe 5, FRÉQUENCE DES INSPECTIONS, ci-dessous.
4. **AUTRES CONDITIONS PARTICULIÈRES :** Un programme de contrôle de l'entretien écrit doit être en place pour effectuer l'entretien du matériel en conformité avec les exigences des normes ASME A17.1, CSA B44-07, CSA B44.2-07, CSA B355-00 et CSA B355S1-02. Sur demande, ce programme doit être mis à la disposition du Représentant du Ministère, pour examen et/ou approbation.
5. **FRÉQUENCE DES INSPECTIONS :**

Bimensuel (deux fois par mois). Un minimum de 1,5 h de chaque visite doit être consacré à l'entretien sur place des appareils compris dans l'inventaire de cette installation.

Les fréquences et les inspections décrites dans la norme CSA B44.2-07 « *Exigences et intervalles d'entretien pour les ascenseurs, monte-charge, petits monte-charge, escaliers mécaniques et trottoirs roulants* », doivent être considérées comme une exigence minimale. (Voir les tableaux présentés aux pages 2 et 3 de la partie *Exigences particulières, pour connaître les fréquences minimales*). Toutefois, si le fabricant ou l'entrepreneur juge que la fréquence doit être augmentée, il est autorisé à aller de l'avant, mais sans aucune augmentation des coûts d'entretien.
6. **SERVICE DE RAPPEL :** Vingt-quatre heures (24) sur vingt-quatre (24), sept (7) jours par semaine, et ce, sans coût supplémentaire.
7. **TEMPS DE RÉPONSE :** Pour le dégagement des passagers immobilisés sur place, le temps de réponse est de : 30 minutes suivant la réception de l'appel pour les appels effectués pendant les heures normales de travail; une (1) heure suivant la réception de l'appel pour les appels effectués après les heures normales de travail.

**DEVIS D'ENTRETIEN  
D'APPAREILS ÉLÉVATEURS**

Devis n° 8M25- 0367-3  
Section 1  
Exigences générales

**Temps de réponse sur place pour tous les autres appels : moins  
d'une (1) heure après la réception de l'appel.**

**8. ASCENSEURS, MONTE-CHARGE ET PETITS MONTE-CHARGE - TABLEAU DE LA  
FRÉQUENCE DES TÂCHES D'ENTRETIEN**

**Tableau 1**

**Ascenseurs, monte-charge et petits monte-charge - Fréquences d'entretien minimales**  
(voir l'article 5)

*Nota :* Tous les renvois ci-dessous se rapportent à des articles de la norme CSA B44.2-07,  
*Exigences et intervalles d'entretien pour les ascenseurs, monte-charge, petits  
monte-charge, escaliers mécaniques et trottoirs roulants.*

<b>Tous les mois</b> (renvoi à l'article)	<b>Tous les 12 mois</b> (renvoi à l'article)	<b>Tous les 2 ans</b> (renvoi à l'article)	<b>Tous les 5 ans</b> (renvoi à l'article)
<b>Portes palières et de cabine</b> 4.5 (a)	<b>Parachutes</b> 4.2.2	<b>Câbles de suspension- machines à tambour</b> 8.6.12.4.2.1 (b) des normes ASME A17.1/ CSA B44	<b>Régulateurs</b> 4.3.3
<b>Régulateurs</b> 4.3.1	<b>Régulateurs</b> 4.3.2 (a)		<b>Amortisseurs</b> 4.7
	<b>Tous les câbles</b> 4.4		
	<b>Portes palières et de cabine</b> 4.5 (b)		
	<b>Freins</b> 4.6		
	<b>Réglage de la soupape de décharge</b> 4.8		
	<b>Vérins</b> 4.9		
	<b>Éclairage de secours</b> 4.10		
	<b>Protection contre la vitesse</b> 4.11		
	<b>Câbles de suspension - machines à tambour</b> 8.6.12.4.2.1 (a) des normes ASME A17.1 et CSA B44		





Government  
of Canada

Gouvernement  
du Canada

Contract Number / Numéro du contrat

EP076-121984

Security Classification / Classification de sécurité  
UNCLASSIFIED

SECURITY REQUIREMENTS CHECK LIST (SRCL)

LISTE DE VÉRIFICATION DES EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ (LVERS)

PART A - CONTRACT INFORMATION / PARTIE A - INFORMATION CONTRACTUELLE		
1. Originating Government Department or Organization / Ministère ou organisme gouvernemental d'origine		2. Branch or Directorate / Direction générale ou Direction RPB-RPS
3. a) Subcontract Number / Numéro du contrat de sous-traitance		3. b) Name and Address of Subcontractor / Nom et adresse du sous-traitant
4. Brief Description of Work / Brève description du travail Elevator modernization project Health Protection Building		
5. a) Will the supplier require access to Controlled Goods? Le fournisseur aura-t-il accès à des marchandises contrôlées?		<input checked="" type="checkbox"/> No Non <input type="checkbox"/> Yes Oui
5. b) Will the supplier require access to unclassified military technical data subject to the provisions of the Technical Data Control Regulations? Le fournisseur aura-t-il accès à des données techniques militaires non classifiées qui sont assujetties aux dispositions du Règlement sur le contrôle des données techniques?		<input checked="" type="checkbox"/> No Non <input type="checkbox"/> Yes Oui
6. Indicate the type of access required / Indiquer le type d'accès requis		
6. a) Will the supplier and its employees require access to PROTECTED and/or CLASSIFIED information or assets? (Specify the level of access using the chart in Question 7. c) (Préciser le niveau d'accès en utilisant le tableau qui se trouve à la question 7. c)		<input checked="" type="checkbox"/> No Non <input type="checkbox"/> Yes Oui
6. b) Will the supplier and its employees (e.g. cleaners, maintenance personnel) require access to restricted access areas? No access to PROTECTED and/or CLASSIFIED information or assets is permitted. Le fournisseur et ses employés (p. ex. nettoyeurs, personnel d'entretien) auront-ils accès à des zones d'accès restreintes? L'accès à des renseignements ou à des biens PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS n'est pas autorisé.		<input type="checkbox"/> No Non <input checked="" type="checkbox"/> Yes Oui
6. c) Is this a commercial courier or delivery requirement with no overnight storage? S'agit-il d'un contrat de messagerie ou de livraison commerciale sans entreposage de nuit?		<input checked="" type="checkbox"/> No Non <input type="checkbox"/> Yes Oui
7. a) Indicate the type of information that the supplier will be required to access / Indiquer le type d'information auquel le fournisseur devra avoir accès		
Canada <input type="checkbox"/>	NATO / OTAN <input type="checkbox"/>	Foreign / Étranger <input type="checkbox"/>
7. b) Release restrictions / Restrictions relatives à la diffusion		
No release restrictions Aucune restriction relative à la diffusion <input type="checkbox"/>	All NATO countries Tous les pays de l'OTAN <input type="checkbox"/>	No release restrictions Aucune restriction relative à la diffusion <input type="checkbox"/>
Not releasable À ne pas diffuser <input type="checkbox"/>		
Restricted to: / Limité à: <input type="checkbox"/>	Restricted to: / Limité à: <input type="checkbox"/>	Restricted to: / Limité à: <input type="checkbox"/>
Specify country(ies): / Préciser le(s) pays:	Specify country(ies): / Préciser le(s) pays:	Specify country(ies): / Préciser le(s) pays:
7. c) Level of information / Niveau d'information		
PROTECTED A PROTÉGÉ A <input type="checkbox"/>	NATO UNCLASSIFIED NATO NON CLASSIFIÉ <input type="checkbox"/>	PROTECTED A PROTÉGÉ A <input type="checkbox"/>
PROTECTED B PROTÉGÉ B <input type="checkbox"/>	NATO RESTRICTED NATO DIFFUSION RESTREINTE <input type="checkbox"/>	PROTECTED B PROTÉGÉ B <input type="checkbox"/>
PROTECTED C PROTÉGÉ C <input type="checkbox"/>	NATO CONFIDENTIAL NATO CONFIDENTIEL <input type="checkbox"/>	PROTECTED C PROTÉGÉ C <input type="checkbox"/>
CONFIDENTIAL CONFIDENTIEL <input type="checkbox"/>	NATO SECRET NATO SECRET <input type="checkbox"/>	CONFIDENTIAL CONFIDENTIEL <input type="checkbox"/>
SECRET SECRET <input type="checkbox"/>	COSMIC TOP SECRET COSMIC TRÈS SECRET <input type="checkbox"/>	SECRET SECRET <input type="checkbox"/>
TOP SECRET TRÈS SECRET <input type="checkbox"/>		TOP SECRET TRÈS SECRET <input type="checkbox"/>
TOP SECRET (SIGINT) TRÈS SECRET (SIGINT) <input type="checkbox"/>		TOP SECRET (SIGINT) TRÈS SECRET (SIGINT) <input type="checkbox"/>



Government  
of Canada

Gouvernement  
du Canada

Contract Number / Numéro du contrat

EP076-121984

Security Classification / Classification de sécurité  
UNCLASSIFIED

**PART A (continued) / PARTIE A (suite)**

8. Will the supplier require access to PROTECTED and/or CLASSIFIED COMSEC information or assets?

Le fournisseur aura-t-il accès à des renseignements ou à des biens COMSEC désignés PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS?

☒ No ☐ Yes  
Non Oui

If Yes, indicate the level of sensitivity:

Dans l'affirmative, indiquer le niveau de sensibilité :

9. Will the supplier require access to extremely sensitive INFOSEC information or assets?

Le fournisseur aura-t-il accès à des renseignements ou à des biens INFOSEC de nature extrêmement délicate?

☒ No ☐ Yes  
Non Oui

Short Title(s) of material / Titre(s) abrégé(s) du matériel :

Document Number / Numéro du document :

**PART B - PERSONNEL (SUPPLIER) / PARTIE B - PERSONNEL (FOURNISSEUR)**

10. a) Personnel security screening level required / Niveau de contrôle de la sécurité du personnel requis



RELIABILITY STATUS  
COTE DE FIABILITÉ



CONFIDENTIAL  
CONFIDENTIEL



SECRET  
SECRET



TOP SECRET  
TRÈS SECRET



TOP SECRET - SIGINT  
TRÈS SECRET - SIGINT



NATO CONFIDENTIAL  
NATO CONFIDENTIEL



NATO SECRET  
NATO SECRET



COSMIC TOP SECRET  
COSMIC TRÈS SECRET



SITE ACCESS  
ACCÈS AUX EMPLACEMENTS

Special comments:

Commentaires spéciaux :

Only security screened personnel to be utilized.

NOTE: If multiple levels of screening are identified, a Security Classification Guide must be provided.

REMARQUE : Si plusieurs niveaux de contrôle de sécurité sont requis, un guide de classification de la sécurité doit être fourni.

10. b) May unscreened personnel be used for portions of the work?

Du personnel sans autorisation sécuritaire peut-il se voir confier des parties du travail?

☒ No ☐ Yes  
Non Oui

If Yes, will unscreened personnel be escorted?

Dans l'affirmative, le personnel en question sera-t-il escorté?

☒ No ☐ Yes  
Non Oui

**PART C - SAFEGUARDS (SUPPLIER) / PARTIE C - MESURES DE PROTECTION (FOURNISSEUR)**

**INFORMATION / ASSETS / RENSEIGNEMENTS / BIENS**

11. a) Will the supplier be required to receive and store PROTECTED and/or CLASSIFIED information or assets on its site or premises?

Le fournisseur sera-t-il tenu de recevoir et d'entreposer sur place des renseignements ou des biens PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS?

☒ No ☐ Yes  
Non Oui

11. b) Will the supplier be required to safeguard COMSEC information or assets?

Le fournisseur sera-t-il tenu de protéger des renseignements ou des biens COMSEC?

☒ No ☐ Yes  
Non Oui

**PRODUCTION**

11. c) Will the production (manufacture, and/or repair and/or modification) of PROTECTED and/or CLASSIFIED material or equipment occur at the supplier's site or premises?

Les installations du fournisseur serviront-elles à la production (fabrication et/ou réparation et/ou modification) de matériel PROTÉGÉ et/ou CLASSIFIÉ?

☒ No ☐ Yes  
Non Oui

**INFORMATION TECHNOLOGY (IT) MEDIA / SUPPORT RELATIF À LA TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION (TI)**

11. d) Will the supplier be required to use its IT systems to electronically process, produce or store PROTECTED and/or CLASSIFIED information or data?

Le fournisseur sera-t-il tenu d'utiliser ses propres systèmes informatiques pour traiter, produire ou stocker électroniquement des renseignements ou des données PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS?

☒ No ☐ Yes  
Non Oui

11. e) Will there be an electronic link between the supplier's IT systems and the government department or agency?

Disposera-t-on d'un lien électronique entre le système informatique du fournisseur et celui du ministère ou de l'agence gouvernementale?

☒ No ☐ Yes  
Non Oui



Government  
of Canada

Gouvernement  
du Canada

Contract Number / Numéro du contrat

EP076-121984

Security Classification / Classification de sécurité  
UNCLASSIFIED

**PART C - (continued) / PARTIE C - (suite)**

For users completing the form manually use the summary chart below to indicate the category(ies) and level(s) of safeguarding required at the supplier's site(s) or premises.

Les utilisateurs qui remplissent le formulaire manuellement doivent utiliser le tableau récapitulatif ci-dessous pour indiquer, pour chaque catégorie, les niveaux de sauvegarde requis aux installations du fournisseur.

For users completing the form online (via the Internet), the summary chart is automatically populated by your responses to previous questions.

Dans le cas des utilisateurs qui remplissent le formulaire en ligne (par Internet), les réponses aux questions précédentes sont automatiquement saisies dans le tableau récapitulatif.

**SUMMARY CHART / TABLEAU RÉCAPITULATIF**

Category Catégorie	PROTECTED PROTÉGÉ			CLASSIFIED CLASSIFIÉ			NATO				COMSEC					
	A	B	C	CONFIDENTIAL	SECRET	TOP SECRET	NATO RESTRICTED	NATO CONFIDENTIAL	NATO SECRET	COSMIC TOP SECRET	PROTECTED PROTÉGÉ			CONFIDENTIAL	SECRET	TOP SECRET
				CONFIDENTIEL		TRÈS SECRET	NATO DIFFUSION RESTREINTE	NATO CONFIDENTIEL		COSMIC TRÈS SECRET	A	B	C	CONFIDENTIEL		TRÈS SECRET
Information / Assets Renseignements / Biens Production																
IT Media / Support TI																
IT Link / Lien électronique																

12. a) Is the description of the work contained within this SRCL PROTECTED and/or CLASSIFIED?  
La description du travail visé par la présente LVERS est-elle de nature PROTÉGÉE et/ou CLASSIFIÉE?

☒ No  
Non ☐ Yes  
Oui

If Yes, classify this form by annotating the top and bottom in the area entitled "Security Classification".

Dans l'affirmative, classifiez le présent formulaire en indiquant le niveau de sécurité dans la case intitulée « Classification de sécurité » au haut et au bas du formulaire.

12. b) Will the documentation attached to this SRCL be PROTECTED and/or CLASSIFIED?  
La documentation associée à la présente LVERS sera-t-elle PROTÉGÉE et/ou CLASSIFIÉE?

☒ No  
Non ☐ Yes  
Oui

If Yes, classify this form by annotating the top and bottom in the area entitled "Security Classification" and indicate with attachments (e.g. SECRET with Attachments).

Dans l'affirmative, classifiez le présent formulaire en indiquant le niveau de sécurité dans la case intitulée « Classification de sécurité » au haut et au bas du formulaire et indiquez qu'il y a des pièces jointes (p. ex. SECRET avec des pièces jointes).